



# MANIFESTE DU SECTEUR DE L'AIDE A LA JEUNESSE

## NOTRE DIAGNOSTIC

Il ne fait aucun doute que les services de l'aide à la jeunesse jouent aujourd'hui et plus encore demain, un rôle prépondérant pour la société.

En effet, notre société, de plus en plus inégalitaire, de plus en plus dégradée, particulièrement en termes de perspectives d'avenir pour la jeunesse (emploi, réalisation de soi, crise climatique, logement, anxiété, santé mentale, augmentation de la précarité, ...) fracture au plus profond d'eux-mêmes les jeunes.

La crise sanitaire (confinement, violences intra-familiales, décrochage scolaire, ...) a accéléré l'émergence de nouveaux profils dans les publics accueillis, accompagnés et hébergés. Dans les familles, on constate des ruptures au niveau psychologique et social (psychiatisation, précarité, marginalisation, ...).

Le personnel de terrain vit tous les jours une grave fragilisation des jeunes et des familles, ce qui constitue un terreau explosif où la priorisation de l'urgence devient la règle.

Les professionnels de la santé mentale expriment leur inquiétude quant au probable tsunami attendu dans un avenir proche, lié à l'impact des multiples crises vécues et subies par les jeunes.

« *C'est une honte pour la société de laisser les enfants se donner la mort* », nous rappelle Jérôme Colin (« lien vers l'interview »).

Le secteur de l'aide à la jeunesse sera, en ce sens, au cœur des tempêtes.

Les services de l'aide à la jeunesse, tant publics que privés, sont en première ligne car c'est au cœur de leur mission d'accompagner, de réparer, de soutenir l'émancipation de ces jeunes ; de leur permettre d'être les adultes de demain. C'est la responsabilité de l'Etat de leur donner les moyens à la hauteur de l'enjeu.

Et si les jeunes accompagnés ont besoin d'un soutien de la société, c'est parce que cette dernière a aussi une part de responsabilité dans les conséquences qu'elle nourrit.

Force est de constater dans le chef des hommes et des femmes politiques un manque de prise en compte du contexte sociétal et de son impact sur la capacité de réponse du secteur.

Force est de constater que le secteur n'a plus les moyens de faire ce qu'il fait voudrait faire de mieux : accompagner les jeunes dans la réalisation de leur projet de vie.

Nous refusons un système qui conditionne les réponses attendues et nécessaires à une seule et unique conformité budgétaire. La colonne vertébrale du secteur ne peut être : « Il n'y a pas d'autres alternatives. », « nous avons opté pour la moins pire des solutions, à défaut d'avoir la meilleure ».

Il est urgent de proposer une vision politique, sur du court terme ET du moyen terme, qui sorte ces jeunes de l'entonnoir. Cette vision politique et sociale, pour les jeunes et pour la société toute entière, doit intégrer l'enjeu, in fine, de cohésion sociale, de démocratie, en s'appuyant sur un axe préventif plutôt que curatif et sécuritaire.

## NOS CONSTATS

### 1) Pas de secteur sans travailleurs : sans bras, c'est cata

Les métiers de l'aide à la jeunesse sont des métiers d'utilité publique, très enrichissants, et, depuis toujours, attirant des candidats pour y faire carrière...

Malheureusement, les difficultés à recruter et à maintenir le personnel au sein du secteur s'amplifient.

Les éducateurs, les travailleurs sociaux, les délégués ainsi que les ouvriers polyvalents prenant tous part au travail collectif au sein des services, ne s'orientent plus vers un secteur encore trop peu attractif du point de vue des rémunérations et des conditions de travail.

La concurrence s'installant progressivement entre secteurs, en fonction des moyens des pouvoirs subsidiants (Fédéral, régional ou FWB), devient intenable.

De plus en plus, les jeunes travailleurs entrant dans le secteur de l'aide à la jeunesse, après un certain temps, se réorientent vers d'autres secteurs d'activité. Nous constatons que le personnel plus expérimenté quitte également un secteur perçu comme de plus en plus malmené et/ou maltraitant.

Instabilité des horaires, manque de conciliation vie professionnelle- vie privée, complexité grandissante des prises en charge, manque de travail en réseau, solitude professionnelle sont autant de facteurs qui fragilisent la poursuite d'une carrière au sein même de l'AAJ.

Il y a 15 ans, il a été objectivé que la « durée de vie professionnelle moyenne » d'un éducateur de l'AAJ était de 7 ans. Qu'en est-il aujourd'hui ? Nous posons la nécessité de monitorer dès à présent, et de manière continue, cette question cruciale.

Un véritable cercle vicieux s'est installé ! Les raisons et les dynamiques sont représentées dans les schémas suivants :



La solution passera par des mesures améliorant l'attractivité de ces métiers, ainsi que la tenabilité des carrières.

2) Le défaut de réponses plurielles, en suffisance, au regard des besoins spécifiques des jeunes du secteur, nuit gravement à la qualité des missions rendues.

Cela nourrit des violences institutionnelles inacceptables, tant pour les travailleurs que pour les jeunes, telles que :

- Le maintien d'enfants en âge scolaire dans les services d'urgence alors que leur accompagnement nécessiterait une prise en charge par un autre dispositif AAJ. La conséquence est que ces enfants... ne vont pas à l'école ;
- Le maintien d'enfants et de bébés à l'hôpital par défaut de place dans les SRG
- L'impossibilité d'organiser des activités adaptées les week-ends, pour les jeunes ne pouvant bénéficier d'un retour en famille, parce que l'équipe éducative est restreinte (de plus en plus souvent, un éducateur seul dans l'incapacité de proposer les activités éducatives nécessaires)
- L'impossibilité pour le travailleur social d'entreprendre un travail approfondi, systémique, de qualité avec la famille du jeune accueilli en SRG, par manque de personnel. Les retours en famille, quand ils sont possibles et qu'ils constituent le projet du jeune, sont rendus impossibles soit par manque de personnel, de temps de travail social suffisant
- Le maintien d'enfants dans des situations d'insécurité par manque de solution
- ...

Par ailleurs, le sous-effectif chronique (identifié dans le premier constat) diminue le temps consacré au travail éducatif et pédagogique.

La solitude professionnelle qui peut s'ensuivre nuit gravement à la prise en charge individualisée et communautaire du jeune.

Cela a une double conséquence dramatique :

- Un encadrement déficitaire vis-à-vis du jeune, qui s'assimile à une double sanction de la part de la société
- Une perte de sens pour les professionnels du secteur qui ne sont plus en capacité matérielle et humaine de réaliser leurs missions, ainsi que l'accroissement du sentiment d'impuissance face à la détresse des jeunes et de leur famille

## NOS SOLUTIONS

Mesdames, Messieurs les politiques,

Epuisés par la crise COVID, le manque de reconnaissance, très inquiets du manque de perspectives solides et ambitieuses, le personnel du secteur de l'aide à la jeunesse, tant privé que public, appelle à un changement de paradigme.

**Si nous n'infléchissons pas dès maintenant la trajectoire, la société, et parmi elle les plus fragiles, mettra des décennies à s'en remettre.**

Le projet politique et les moyens qui lui sont dédiés doivent être en adéquation avec la vision collective des experts de terrain que sont les interlocuteurs sociaux.

Il nous faut, dans le cadre d'une concertation sociale continue, activée et concrétisée dès maintenant, déterminer les mesures qui doivent être mise en œuvre (de manière urgente et à moyen terme) afin de réaliser ce projet politique, en intégrant des phases d'évaluation intermédiaire.

Pour les travailleurs de terrain, l'urgence absolue, quel que soit le secteur et le dispositif, est l'octroi des moyens nécessaires afin d'augmenter la norme d'encadrement, de mettre en place les services absents dans certains arrondissements, qui correspondent aux besoins de ceux-ci.

Il nous faut mettre en place sans attendre des dispositifs pour sortir de cet engrenage d'impuissance brisant la motivation des travailleurs. Pour ne plus jamais entendre parler ni de bricolage ni de maltraitance lorsqu'on évoque leurs réalités de travail.

**Une réflexion concrète tripartite - Task force - pour renforcer l'attractivité du secteur doit dès maintenant être activée. Cette réflexion devra intégrer les dimensions de salaire, de temps de travail, de conditions de travail, de matériel adapté, de formation de base, de formation continue, de stabilité des horaires de réponses adaptées aux difficultés émergentes dans une société en changement perpétuel, etc.). C'est à ce prix que nous pourrions espérer endiguer les difficultés de recrutement et empêcher qu'elles ne deviennent structurelles.**

## EN CONCLUSION

Nous réitérons à travers ce manifeste, la nécessité d'apporter :

- Aux travailleurs une politique qui vise l'équité et l'inclusion, avec les moyens nécessaires.
- Au jeune, en fonction de sa situation, et de ses besoins, la réponse la plus adéquate au regard de son projet de vie.

Si les jeunes et leur famille ont besoin, à un moment ou l'autre de leur vie, du soutien, de l'aide, de la protection de la société, c'est aussi parce que cette même société dysfonctionne, avec des conséquences en cascade. Ces mêmes jeunes sont au bout de l'entonnoir.

**Sortons de cet entonnoir. Il n'y a pas de fatalité !**



**LE SECTEUR DE L'AIDE À LA JEUNESSE UNI  
DES ACTES CONCRETS SANS DELAI  
SORTONS DE L'ENTONNOIR**